

Ecrit par le 17 avril 2026

Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute... tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour [cette première de l'AMV \(Association des maires de Vaucluse\) au parc des expositions.](#)

Ecrit par le 17 avril 2026

« D'habitude, nous nous réunissons à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'. C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »



©AB/l'Echo du Mardi

Écrit par le 17 avril 2026

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

« On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.

« S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20 ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avons baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

« Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »

Max Raspail, maire de Blauvac

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

« A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »

Christian Gros, maire de Monteux

Ecrit par le 17 avril 2026

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».

Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josée Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le

Ecrit par le 17 avril 2026

faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ».

Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats, mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxiogène. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre [PLU](#), [ZAN](#), [SCOT](#), [SRADDET](#). Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industrialiser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasent une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « [La colère gronde dans les campagnes](#). Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

Ecrit par le 17 avril 2026



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salarient, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épicereries ouvertes toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».

Ecrit par le 17 avril 2026

Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de [la dernière séance plénière de l'exécutif](#) en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit ! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse... Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon ?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse

Ecrit par le 17 avril 2026

nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

« Paris, ça suffit !

Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

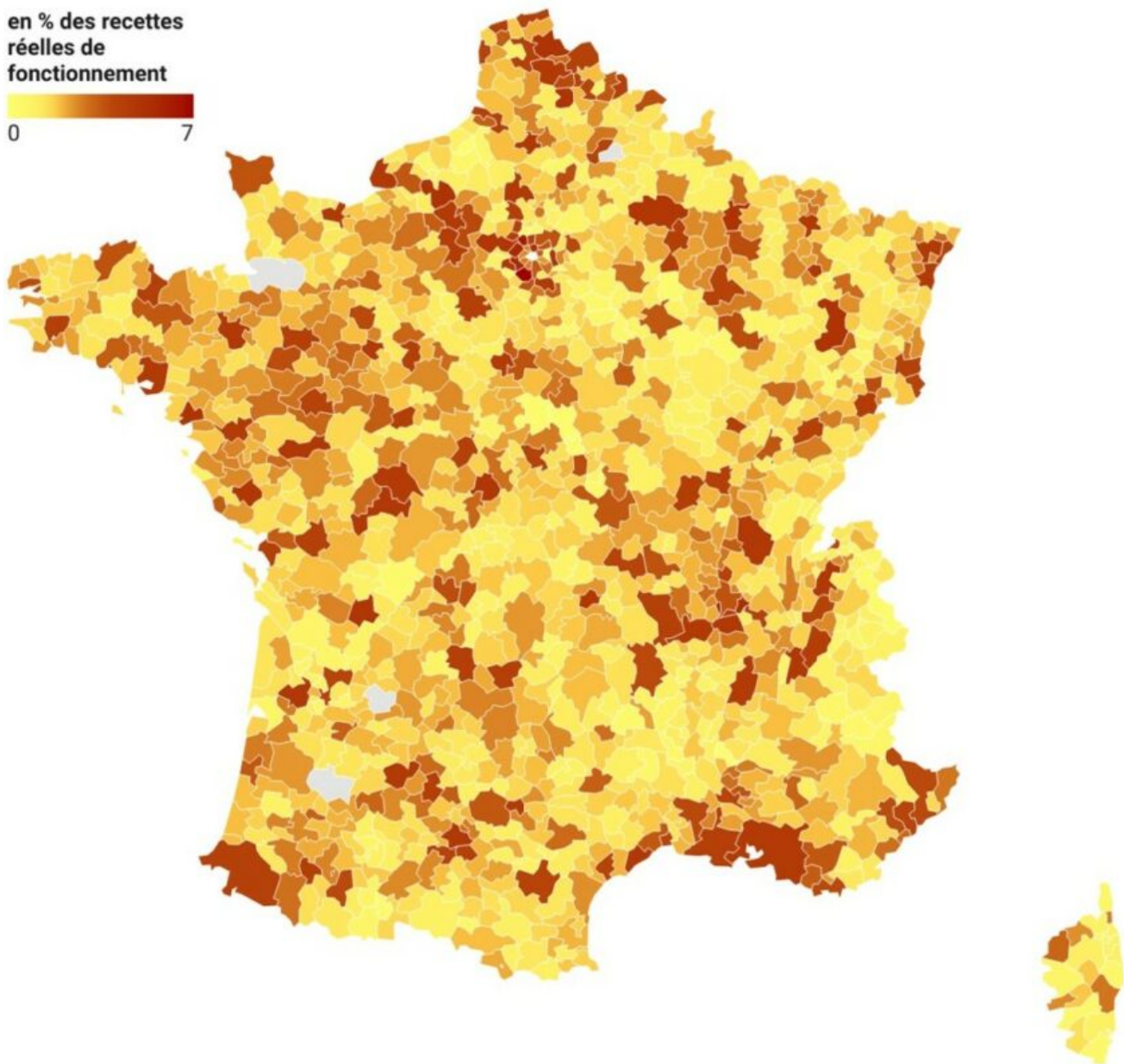
La présidente de l'exécutif vauclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épuise et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »

Ecrit par le 17 avril 2026

Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)

en % des recettes réelles de fonctionnement



** Les mesures d'impact présentées sont des estimations. Elles ont été réalisées à partir d'hypothèses, sur la base des informations disponibles (2023) à la date de rédaction. Elles pourront donc faire l'objet d'évolution et de réajustements.*

Source: Intercommunalités de France • Créé avec Datawrapper

Ecrit par le 17 avril 2026

Intercommunalités de France [vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives inédites](#), présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation

Dominique Santoni a alors lancé un appel 'transparent' à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l'organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

« A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.
Excusez du peu, une paille, 60 milliards ?
Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? » »

Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »

Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible

Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

Ecrit par le 17 avril 2026



©AB/l'Echo du Mardi

Une femme à la tête du Département pour la première fois



Ecrit par le 17 avril 2026

Au terme d'un 3^e tour, les conseillers départementaux ont élu Dominique Santoni, la maire LR (Les Républicains) d'Apt, présidente du Conseil départemental de Vaucluse à la majorité relative avec 14 voix, 12 pour le socialiste Jean-François Lovisolò, et 8 bulletins blancs ou nuls.

Après un second tour des départementales, où gauche et droite étaient à égalité dimanche soir dernier (12 sièges chacune), c'est le maire 'de gauche' mais sans étiquette de Bollène, Anthony Zilio et de son binôme, Christine Lanthelme, maire d'Uchaux, qui a fait la différence. Contrairement à ce qu'annonçaient certains membres du Parti Socialiste qui le considéraient comme un des leurs, l'édile n'a pas fait pencher la balance de leur côté. Il n'y avait d'ailleurs plus beaucoup de suspense après [l'annonce des deux élus du canton de Bollène sur leur intention de vote aujourd'hui](#).

« Il fait monter le dégoût des Français pour la politique, il est tout en même temps, un macroniste quoi ! » ricanait le RN (Rassemblement national) Hervé de Lépinau en amont de la séance d'installation. « C'est consternant, Zilio c'est une sorte d'anguille qui fraye dans les eaux du Lez » a-t-il ajouté.

« Un mauvais feuilleton »

Jean-François Lovisolò pour l'Union de la Gauche départementale, qui ne mâche pas ses mots, en rajoute une couche : « Un mauvais feuilleton va prendre fin. La droite a perdu les élections en sièges et en voix face à la gauche dimanche et elle va se retrouver à la présidence, c'est du jamais vu, autant de tambouille et de carabistouille politicienne. Face à un résultat démocratique, certains ont fait le choix de la politique du 'bon coin', celle des enchères où on oublie les convictions politiques. Ils ont préféré la voie de la compromission, de l'opportunité, ils ont trompé leurs électeurs, c'est une faute, au pire cela les dégoûtera encore plus de la vie publique. Je comprends leur nausée et je la partage. C'est une imposture. »

Droit dans ses bottes

Qualifié de 'traître', Anthony Zilio reste droit dans ses bottes : « Ce matin, je me suis réveillé de gauche, ce soir, je m'endormirai en étant toujours de gauche. Jean-François Lovisolò adopte une posture et il est aussi violent que brutal. Il savait très bien qu'il ne pourrait être président qu'au bénéfice de l'âge de l'un de ses colistiers (ndlr : Max Raspail). Hier, il m'a parlé un quart d'heure tout au plus. Alors qu'avec Dominique Santoni, nous avons échangé une heure et demie sur les dossiers qui concernent la vie des Bollénois sans esprit partisan. Pendant la mandature de Marie-Claude Bompard (Ligue du Sud) pendant 12 ans, Bollène a vu des tas de trains passer sans s'arrêter. Moi je pense à l'avenir de mon bassin de vie, les 9 maires qui m'ont suivi savent que les planètes doivent être alignées (communes, intercommunalités, canton) pour que les dossiers avancent, main dans la main avec le Département et la Région. Je voterai les délibérations dans l'intérêt des habitants de ce territoire mais je ne fais un chèque en blanc à personne, vous me verrez à l'œuvre ».

« Une nouvelle voie pour les femmes »

En prenant place à la tribune, dans le fauteuil de la présidence, [Dominique Santoni](#) (57 ans) dira son « émotion et l'honneur qui lui est fait d'être à la tête de cette institution. Le 'e' de présidente veut dire beaucoup pour moi, je suis la première à ouvrir une nouvelle voie pour les femmes. Je suis une femme de dialogue, de consensus, je vais me concentrer sur ce qui nous rassemble, nous les Vauclusiens. Je souhaite construire un avenir où les jeunes auront le choix de se former, d'avoir un emploi, de construire

Ecrit par le 17 avril 2026

leur vie ».

Faire preuve d'exemplarité

Dominique Santoni est revenue sur le taux record d'abstention pour ces Départementales : « Les électeurs ont boudé les urnes, j'ai entendu leur message. Les invectives doivent laisser la place à des échanges constructifs, fructueux, nous avons un devoir d'exemplarité. Nous allons continuer le travail accompli pendant la précédente mandature. Nous avons des finances en bonne santé, les chantiers de la LEO, de Bonpas se réaliseront. Nous accompagnerons les plus démunis, nous construirons et rénoverons les logements sociaux. Nous ferons de notre mieux pour le handicap, la dépendance. La santé est une priorité absolue, nous ferons venir des médecins en milieu rural, nous ouvrirons des maisons de santé. Côté sécurité, nous augmentera le parc de vidéo-protection, donnerons davantage de moyens aux polices municipales. L'effort entrepris pour le développement des hautes technologies, de la fibre se poursuivra pour aider les activités économiques et sociales. Le Vaucluse est un département attractif avec une qualité de vie, de paysages, le TGV, la fibre optique. Nous devons attirer encore davantage d'entrepreneurs pour créer des emplois et des richesses. Je travaille en osmose avec Renaud Muselier, le président réélu de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Grâce à cette synergie, nous décuplerons notre efficacité. Ce qui compte c'est que tous les cantons soient traités avec équité grâce, notamment, aux contrats de développement territorial. C'est vrai que Bollène a été un peu oublié ces dernières années, nous ferons avancer les dossiers qui relèvent de notre compétence. »

Lors d'une courte conférence de presse, la nouvelle Présidente de Vaucluse est revenue sur son ADN, puisque son grand-père maternel (Eugène Baudouin) a été élu au début du XXe siècle, son papa Georges Santoni aussi, maire d'Apt puis député de Vaucluse : « d'eux j'ai appris le respect de soi et des autres, celui du travail, le refus de l'intolérance. Je souhaite travailler dans le dialogue, l'intelligence collective, sans idéologie partisane ».

A l'horizon, se profile une nouvelle vie, toute entière dédiée au département, sans cumul des mandats. « Quitter la mairie d'Apt sera un véritable arrachement, j'y suis viscéralement attachée, confie-t-elle, mais je resterai adjointe de ma ville. »

Cette première séance de l'assemblée départementale a également permis de désigner 8 Vice-présidents : Thierry Lagneau, Corinne Testud-Robert, Elisabeth Amoros, Suzanne Bouchet, Pierre Gonzalvez, Christian Mounier, Patrick Merle et Christelle Jablonski-Castanier.

[Retrouvez ici l'intégralité de la dernière séance du conseil départemental de Vaucluse.](#)

Pernes-les-Fontaines, Max Raspail et Myriam

Ecrit par le 17 avril 2026

Silem ambitionnent un territoire pépète, humain et solidaire



Max Raspail, maire de Blauvac, conseiller départemental sortant et Myriam Silem, conseillère municipale à Saint-Didier se présentent aux élections départementales les 20 et 27 juin prochains sur le canton rural de Pernes-les-Fontaines. Leur slogan ? 'Pour un Vaucluse uni, de la parole aux actes'. Leurs suppléants sont Frédéric Rouet, maire de Villes-sur-Auzon et Sandrine Raymond maire de Saint-Pierre-de-Vassols.

Une figure locale

Max Raspail, agriculteur à la retraite, est l'homme de terrain qui défend la ruralité. Maire PS (Parti socialiste) de Blauvac (520 âmes) depuis 1995, président de la Communauté de communes Ventoux-Sud (depuis 2014), Conseiller départemental depuis 2004 et président du Syndicat d'électrification de Vaucluse (Sev, depuis 2012), c'est un vieux briscard de la politique bien connu de tous pour sa voix de stentor et des prises de position aussi fermes qu'invariablement de gauche.

Ecrit par le 17 avril 2026

Créer de la richesse

Pour Myriam Silem «La priorité est de mettre en avant le Vaucluse, ses richesses naturelles, pour les habitants du Vaucluse, sortir de la crise de la Covid-19 et vivre décemment.» Quant à Max Raspail, il se félicite d'avoir mis en place les marchés du soir et le dispositif 'Agrilocal' -la plateforme internet- qui met en relation les producteurs locaux et les acheteurs publics de la restauration collective (hôpitaux, maisons de retraite, établissements scolaires). Le Conseiller départemental insiste sur le fait de diversifier l'agriculture des territoires pour un retour à l'emploi, seul moyen de faire baisser le nombre de bénéficiaires au RSA (Ndlr : Revenu de solidarité active qui sont au nombre de 16 781 en Vaucluse). Sa plus grande frustration ? N'avoir pas pu faire aboutir le contournement Sud du Marché gare de Carpentras qui devait arriver entre Mazan et Mormoiron, pour désenclaver le Pays de Sault. «Le projet était estimé à 35M€, nous avons lancé la DUP (Déclaration d'utilité publique) et puis il y a eu d'autres priorités...»

Le numérique

«Le développement numérique du territoire a commencé avec Michel Baillet (Conseiller départemental) en 2004, se remémore Max Raspail, en 2011 nous avons travaillé sur le déploiement de la fibre, à la fin de cette année tout le département sera opérationnel, y compris les zones rurales sur lesquelles nous avons été particulièrement actifs, là où opérateurs traditionnels ne vont pas. Cela a pris du temps car les financements, issus de l'Etat, de la Région, du Département et des Communautés de communes sont considérables.»

Irrigation

«J'ai beaucoup travaillé sur l'irrigation, a précisé l'ancien agriculteur. Qui aurait pensé qu'elle arriverait au-dessus de Sainte-Colombe à Bédoin, au pied du Mont-Ventoux, en passant par le virage de Saint-Estève où un réservoir a été créé. Si nous n'avions pas travaillé sur l'irrigation, avec le [Canal de Provence](#), nous n'aurions plus d'agriculture. Venasque, Malemort, Mazan, Méthamis, nous avons réalisé ce même procédé partout où la demande a été faite. Actuellement, nous travaillons sur le renforcement du réseau d'eau potable sur le plateau d'Albion qui a intégré le Contrat d'avenir, Plan Etat-Région. L'opération commence à partir de Cheval-blanc via la Départementale 100, pour rallier Saint-Saturnin par Apt afin d'alimenter l'eau du plateau qui est déficitaire.»

Le point

«Nous avons vécu la première phase de décentralisation où l'on a aidé les communes à maintenir leurs projets. Puis le Département a récupéré les collèges et les routes départementales avec le transfert des agents puis il a fallu rénover les anciens collèges, construire les nouveaux, s'occuper des routes. Les travaux sur les collèges de notre canton ont été effectués et les établissements, aujourd'hui, sont en meilleurs état qu'il y a 20 ans, cela est aussi vrai pour les routes. Je me souviens du Pont de l'Europe qui a été transféré avec l'urgence d'intervenir à hauteur de 7M€ pour conforter le tablier et mettre le pont en sécurité. Bien sûr, il reste des routes à faire, des pistes cyclables à sécuriser.»

Ecrit par le 17 avril 2026

Ils ont dit

«Max Raspail a été un de mes premiers soutiens, se souvient, Frédéric Rouet, maire de Villes-sur-Auzon et suppléant de l'édile. J'ai été séduit par son dynamisme à défendre la ruralité. Les petits villages fourmillent de projets qui ne seraient pas réalisés sans l'aide du Département. Un exemple ? Nous n'avons pas bénéficié de l'aide de l'ARS (Agence régionale de santé) pour construire notre cabinet médical qui accueillera deux médecins. C'est la contractualisation avec le Département et son financement à hauteur de 70%, qui a nous permis de mener à bien le projet. Un maire doit faire face à de nombreuses problématiques alors, nous apprécions de pouvoir échanger entre élus pour trouver des solutions et actionner les leviers les plus pertinents.»

Distinguer les rouages administratifs

«Nous avons à traduire, à expliquer aux gens comment les institutions fonctionnent, observe Sandrine Raymond, ancien cadre territorial et suppléante de Myriam Silem, et ça n'est pas facile à comprendre. Alors nous expliquons en toute transparence comment fonctionnent les rouages. L'action du Département est très importante mais les usagers ne perçoivent peut-être pas l'impact de cette collectivité de proximité.»

Travailler les sujets transversaux

«Max Raspail a toujours travaillé pour la proximité relève Myriam Silem, conseillère municipale à Saint-Didier et binôme du Conseiller départemental sortant. Il nous conseille et nous soutient et ça n'est pas de la communication. A chaque fois c'est du concret, de l'action. Nous avons le Ventoux, le Tour de France, des touristes... mais pas de pistes cyclables ? Alors nous allons en concevoir. Pourquoi ? Parce que tous les sujets sont transverses. Notre souhait est aussi d'enrichir le Vaucluse pour que les habitants se sentent mieux et vivent plus correctement. L'isolement des personnes âgées en ruralité est aussi un problème. Nous devons travailler sur tous les sujets à la fois pour ne pas entretenir de lacunes et empêcher ainsi, dans le temps, de faire aboutir des projets.»

Le plus important ?

«Faire avancer tous les projets ensemble. En discutant longuement avec des associations sportives, nous nous sommes rendu compte que le décrochage scolaire au collège était une réalité à laquelle nous devons nous atteler pour, justement, le contrer. Nous pensons associer l'aide au devoir avec le sport. Les déplacements des parents pour les enfants impactent aussi profondément la carrière de la maman puisque c'est souvent elle qui est dévolue à ces tâches. Notre rôle ? Soutenir les enfants en faisant la promotion du sport, des activités culturelles. Un autre sujet ? La mobilité qui est à réfléchir avec tous les acteurs comme la Région, le Département, les intercos, les communes, les assos, afin de mieux mailler le territoire rural. Un exemple ? 4,5 km séparent Saint-Didier de Pernes-les-Fontaines où se déroulent les activités culturelles et sportives mais pour rallier cette dernière, hors bus scolaire, il faut se rendre en transport en commun à Carpentras, alors il n'y a pas d'autre choix que d'arrêter de travailler pour y conduire, en voiture, ses enfants. Mon souhait ? Examiner les projets les plus transversaux à plusieurs

Ecrit par le 17 avril 2026

domaines pour accroître l'efficacité de l'action.»



De gauche à droite : Sandrine Raymond, Max Raspail, Myriam Silem et Frédéric Rouet 'Pour un Vaucluse uni de la parole aux actes !'

S'occuper de la jeunesse

«Le Département a été, à un moment donné, pas riche mais relativement aisé, analyse Max Raspail, mais à cette époque on ne s'est pas particulièrement occupé de notre jeunesse, c'est ainsi que l'on accuse du retard et que l'on se retrouve dans une situation de pauvreté. Au niveau de l'Interco ? On a construit trois crèches, créé un espace pour les jeunes sur le pays de Sault, bientôt il y en aura un à Mormoiron. Nous essayons de trouver un attrait pour les familles, pour que les enfants trouvent un milieu équilibré. Egalement, dans le canton, nous avons créé deux maisons France services (aide à la mise en relation des usagers avec les services publics). Le département est profondément rural, il nous faut l'équiper pour que les habitants y trouvent tout ce dont ils ont besoin. Il y a trop de pépites qui dorment.»

Ecrit par le 17 avril 2026

Ce qui fait la différence ?

«Ce qui fait la différence avec les autres candidats ? Justement de ne pas faire de politique car, dans tous les mandats que j'ai menés, je n'en n'ai jamais fait assure Max Raspail. Mon crédo ? La connaissance du territoire. Quelle est la liste de quatre personnes dont trois sont maires en dehors de la nôtre ? Nous avons la proximité et la compétence. L'enjeu ? C'est l'après crise-sanitaire. L'abstention ? Dans le monde rural, en principe, les gens se déplacent même s'il y en aura un peu. Mes relations avec le Département ? Je m'entends bien avec le président Maurice Chabert et avec tous les conseillers, nos valeurs ? Elles peuvent être différentes à un moment donné. Ce qui prime ? L'intérêt d'un territoire uni.»

Feuille de route

Au chapitre du territoire, Max Raspail et son équipe promeuvent la création de Maisons médicales ; appellent à un Plan de rénovation pour les logements aidés et la construction de petites structures mixtes : logement social et accession à la propriété ; et à l'aboutissement de l'installation du haut débit.

Le bénéfice de l'âge est-il un atout pour les élections?

«Cela peut arriver, mais franchement ça n'est pas mon souhait soupire en fin stratège le maire de Blauvac. Ce que je veux ? Une majorité solide avec une personne plus jeune que moi pour mener à bien les missions du Département. Si cela devait se produire je travaillerais pour l'intérêt du territoire. On doit aussi savoir passer le relai et accompagner les jeunes enthousiastes pour leur transmettre cette belle maison qu'est le Département.»

Qualité de la vie, ruralité, environnement et économie

L'équipe veut sortir de ses cartons des projets d'équipements des communes, relancer le commerce et l'artisanat local, soutenir les entrepreneurs locaux, les exploitants agricoles dont l'installation des jeunes ; créer une irrigation économe en eau ; favoriser les circuits courts en restauration collective ; explorer les énergies nouvelles ; valoriser et protéger le patrimoine, même non classé et particulièrement le patrimoine naturel cela passera par la matérialisation de pistes cyclables ; le soutien de pratiques sportives et de pleine nature avec une mise avant du Parc naturel régional du Ventoux.

Education & solidarité

Le Conseiller départemental veut lutter contre le décrochage scolaire et, dans ce sens, reste sensible à l'implication des élèves dans des initiatives innovantes et environnementales ; il veut favoriser l'accès au sport, aux activités artistiques et périscolaires. De même, l'aide sociale à l'enfance ; à la scolarisation, à l'insertion, à l'emploi, au logement ; la lutte contre l'isolement des personnes âgées à domicile restent les thèmes majeurs de sa campagne.

Ecrit par le 17 avril 2026

Dans le détail

Max Raspail, 72 ans, est agriculteur à la retraite. Il est maire de Blauvac et Conseiller départemental sortant. Myriam Silem est avocate (Droit des sociétés, immobilier, commercial, des affaires et de la concurrence) à Pernes-les-Fontaines et conseillère municipale à Saint-Didier. Les suppléants sont Frédéric Rouet, maire de Villes-sur-Auzon, propriétaire de chambres d'hôtes. Il a obtenu le label 'Capitale régionale de la biodiversité' pour la ville en 2019. Sandrine Raymond a été cadre dans l'administration territoriale et élue maire de Saint-Pierre-de-Vassols en 2020.

Les 21 communes du canton de Pernes-les-Fontaines

Aurel, Le Beaucet, Bédoin, Blauvac, Crillon-le-Brave, Flassan, Malemort-du-Comtat, Mazan, Méthamis, Modène, Monieux, Mormoiron, Pernes-les-Fontaines, la Roque-sur-Pernes, Saint-Christol, Saint-Didier, Saint-Pierre-de-Vassols, Saint-Trinit, Sault, Venasque et Villes-sur-Auzon. Le Département de Vaucluse compte 17 cantons.

Les autres candidats du canton de Pernes-les-Fontaines

Patrice Aubert et Audrey Raynaud BC-LR (binôme Les Républicains) ; Laurent Comtat et Laurène Guittet BC-DVD (Binôme Divers-Droite) ; Georges Michel et Catherine Rimbert BC-RN (Binôme Rassemblement National) et Myriam Macaire et Bruno verdi BC-Com (Binôme Parti Communiste Français).

Les résultats de 2015

Au second tour, Julien Langard et Caroline Lopez du Rassemblement National avaient obtenu 7 382 voix (46,92%) tandis que Gisèle Brun et Max Raspail (Parti socialiste) avaient obtenu 8 350 voix (53,08%) sur 26 713 inscrits.

Au 1^{er} tour Julien Langard et Caroline Lopez pour le Rassemblement National avaient obtenu 5 802 voix (37,23%) ; François Pantagène et Michèle Sorbier 4 162 voix (26,70%) et Gisèle Brun et Max Raspail 5 622 voix (36,07%).